16/10/2009

Nations Unies

Assemblée générale
AG/SHC/3953

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Troisième Commission
16e & 17e séances – matin et après-midi

TROISIÈME COMMISSION: PLUSIEURS ÉTATS MEMBRES PRÉSENTENT LEURS MESURES VISANT À LUTTER CONTRE LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

La Troisième Commission, chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles, a achevé vendredi son débat général sur la promotion et la protection de l'enfant au cours duquel de nombreux pays ont présenté leurs mesures visant à lutter contre le travail des enfants, plus particulièrement contre les « pires formes de travail des enfants ».

/…

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT (A/64/315)

Promotion et protection des droits de l'enfant (A/64/172, A/62/254 et A/64/182-E/2009/110)

Suivi des textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants (A/64/285)

Suite et fin du débat général

/…

Mme NADYA RASHEED, Observatrice de la Palestine, a fait part de son désarroi face à la situation dramatique de millions d'enfants dans le monde. Elle a dénoncé le manque de volonté politique et l'absence de reddition de comptes. Elle a profondément regretté que de graves violations des droits de l'homme et crimes de guerre continuent d'être commis à l'encontre des enfants, ce qui devrait préoccuper tous les membres de la communauté internationale. Cette question des violations des droits de l'homme et de l'enfant doit devenir véritablement une priorité étant donné les conséquences de telles violations.

Malheureusement, dans le cas de la Palestine, pratiquement toutes les dispositions du droit international, du droit international humanitaire et des droits de l'homme ont été violés en permanence par Israël, la puissance occupante, a-t-elle dit. Des millions d'entre eux vivent dans des conditions socioéconomiques difficiles, dans l'insécurité et croupissent dans la pauvreté dans des camps de réfugiés depuis plus de 60 ans, a-t-elle affirmé. Ils continuent d'être victimes de massacres et de mutilations lors des attaques et des incursions routinières d'Israël. Cette absence de protection des enfants palestiniens n'a jamais été aussi évidente que lors des trois semaines d'agression contre la bande de Gaza, lancée le 27 décembre 2008, a expliqué l'observatrice. Plus du tiers des 1 400 Palestiniens tués étaient des enfants et

plus de 1 800 enfants ont été blessés en raison de l'utilisation excessive et indiscriminée de la force militaire, y compris d'armes et de munitions illégales par les forces occupantes contre la population civile.

Des zones et des lieux civils, y compris des établissements scolaires de l'ONU où on savait que des civils s'étaient réfugiés, ont été directement ciblés comme cela a été confirmé par le nombre des pertes humaines et l'ampleur de la destruction ainsi que par plusieurs enquêtes, a-t-elle poursuivi. Ce sont là des crimes de guerre pour lesquels les coupables doivent être poursuivis, a-t-elle estimé. Outre le carnage contre la population de Gaza, les enfants palestiniens, qui constituent environ 56% de la population de Gaza, continuent de subir des exactions au quotidien à travers des mesures punitives collectives imposées par Israël comme l'interdiction de l'accès à l'aide humanitaire, a-t-elle ajouté. Selon l'observatrice, Israël continue de violer le droit international, de bafouer les conventions internationales, et il faut que les acteurs de ces atrocités rendent compte de leurs actes. Il est très important, pour cicatriser les plaies de la population et des enfants palestiniens, que la communauté internationale se penche sur la question de la responsabilisation et des réparations car il est, a-t-elle dit, impossible d'avancer si l'on ne réconcilie pas les traités normatifs et « Un monde digne des enfants » avec le monde des enfants palestiniens sous occupation israélienne.

/…

Mme SANDRA SIMOVICH (Israël) …

/…

Concernant son pays, la représentante a présenté les initiatives prises par son gouvernement en vue d'améliorer la condition des enfants. Elle a ainsi cité la réforme du droit pénal des mineurs qui privilégie la réhabilitation au détriment des mesures punitives. Israël, a-t-elle poursuivi, croit que l'éducation est plus que l'apprentissage de l'information. Dans ce sens, de nombreuses écoles ont été construites pour rassembler les enfants de milieux différents. Elle a donné deux exemples, dont l'école de Newe Shalom - Wahat al-Salam- qui enseigne depuis 30 ans aux élèves juifs et arabes dans les deux langues, et celle de la ville de Modi'in où des enfants laïcs et religieux sont scolarisés ensemble du primaire au secondaire. S'agissant de la question des enfants dans les conflits, elle a lancé un appel à la communauté internationale. Alors que les enfants sont souvent victimes du terrorisme, a-t-elle dit, ils sont aussi malheureusement recrutés pour le terrorisme. Elle a ensuite regretté que le rapport de la Représentante spécial du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés ne fasse pratiquement pas mention des pratiques d'endoctrinement et d'incitation à la violence qui sont, a-t-elle poursuivi, les deux racines de l'hostilité observables dans la région. La communauté internationale doit sans équivoque condamner cette pratique, a-t-elle conclu.

/…

* *** *